

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-marche-de-la-droque-en-osmose-avec-la-financiarisation-de-l-economie-mondiale>

Le marché de la drogue en osmose avec la financiarisation de l'économie mondiale

- Réflexions et travaux -
Date de mise en ligne : mercredi 19 novembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il n'y a aucune différence entre narco, bourgeoisie et élites

Je suggère d'arrêter de parler de *narco* (narcotrafic ou trafic de drogues) comme s'il s'agissait d'une activité commerciale différente de celles exercées par les classes dirigeantes. Imputer les crimes aux *narcotrafiquants* contribue à dépolitiser le débat et à éluder le coeur du problème que révèlent des faits inquiétants : l'alliance entre l'élite économique et le pouvoir militaro-étatique pour écraser les résistances populaires. Ce que nous appelons *narco* fait partie de l'élite et, de ce fait, ne peut pas ne pas entretenir de liens étroits avec les états.

L'histoire permet de voir les faits actuels sous un autre éclairage. La piraterie, comme pratique de pillage et de banditisme maritimes, a joué un rôle important dans la transition hégémonique, affaiblissant l'Espagne, empire colonial décadent, au profit des puissances émergentes : la France et l'Angleterre. La seule différence entre pirates et corsaires tenait aux « *lettres de marque* ou *de course* » que recevaient ces derniers, signées de la main des monarques, qui légalisaient leurs actions illégales lorsqu'elles étaient menées contre des navires ou populations de nations ennemies.

Les empires disposaient ainsi d'armadas supplémentaires sans avoir à en supporter les coûts et parvenaient à affaiblir leurs ennemis en « externalisant » la guerre. En outre, en s'alliant les services des corsaires, ils ne subissaient aucune conséquence politique, comme si les ravages causés n'étaient que des « débordements » hors du contrôle des monarchies, alors qu'en réalité, ils ne jouissaient d'aucune autonomie vis-à-vis des élites du pouvoir. La frontière qui sépare la légalité de l'illégalité est mince et variable.

Plusieurs raisons me font affirmer qu'il est temps d'arrêter de considérer les narcos comme à part de la bourgeoisie et de l'Etat.

D'une part, considérons les faits historiques. Le cas de Lucky Luciano, grand patron de la *Cosa Nostra* emprisonné aux Etats-Unis, est célèbre. Lorsque les troupes US débarquèrent en Sicile, en 1943, pour combattre le régime de Mussolini, elles disposèrent de l'appui actif de la mafia. Le gouvernement US avait négocié un accord avec Luciano, celui-ci devant mobiliser ses partisans en faveur des alliés en échange de son renvoi postérieur en Italie, où il a passé le reste de ses jours à se consacrer à ses affaires illégales.

Les mafieux étaient, de plus, de fervents anti-communistes, c'est pourquoi ils ont souvent été utilisés dans la lutte contre les forces de gauche, de par le monde, et comme troupes de choc contre les syndicats US.

D'autre part, non seulement la superpuissance a utilisé le narcotrafic pour son intervention militaire dans le sud-est asiatique, en particulier pendant la guerre du Vietnam, mais s'en est également servi, à la même époque et à l'échelle nationale, pour détruire le mouvement révolutionnaire des *Black Panthers*. Dans les deux cas la CIA a joué un rôle crucial. Sur ces deux premiers points, il existe déjà des dizaines de publications, ce qui rend inutile d'entrer dans les détails.

Troisièmement, la Colombie a été le principal site d'expérimentation d'utilisation de groupes criminels contre les organisations révolutionnaires et les masses populaires. Un rapport de *Americas Watch* [1] de 1990 révèle que le cartel de Medellín, dirigé par Pablo Escobar, attaquait systématiquement des « leaders syndicaux, professeurs, journalistes, défenseurs des droits de l'homme et des hommes politiques de gauche, particulièrement de l' *Unión Patriótica* [2] » (*Americas Watch*, « La guerra contra las drogas en Colombia [3] », 1990, p. 22).

Immédiatement après, l'auteur souligne que « les narcotrafiquants sont devenus de grands propriétaires terriens et, en tant que tels, ont commencé à embrasser la politique de droite des propriétaires fonciers traditionnels et à diriger certains des groupes paramilitaires les plus connus ». Voilà le point clé : la convergence d'intérêts entre deux secteurs qui cherchent à s'enrichir et à maintenir des quotas de pouvoir, ou à augmenter leur pouvoir, aux dépens des paysans, des masses populaires et des mouvements de gauche. Tout indique que l'expérience colombienne-en particulier, l'alliance entre les *narcos* et les autres secteurs des classes dirigeantes- se reproduit dans des pays tels que le Mexique et le Guatemala, et qu'elle est tenue en réserve, prête à être utilisée là où les élites mondiales le jugent nécessaire. Il va sans dire que tout ceci supposait le concours de l'agence américaine de « lutte anti-drogue », ainsi que de ses forces armées.

Quatrièmement, il faut bien comprendre que le narcotrafic répond au principe d'accumulation par dépossession, tant sur le fond que dans la forme. Son fonctionnement est celui d'une entreprise capitaliste, d'une « activité économique rationnelle », pour reprendre la conclusion du livre « *Cocaína & Co* [4] », des sociologues colombiens *Ciro Krauthausen* et *Luis Fernando Sarmiento* (Editions Tercer Mundo, 1991). Et s'il diffère quelque peu d'autres entreprises commerciales capitalistes, c'est uniquement parce qu'il s'agit d'une activité illégale.

L'habituel argument servi par les médias et les autorités pour mettre l'accent sur les aspects spécifiques des affaires de drogue demeure la violence criminelle, parfois considérée comme démentielle. C'est aussi absurde que d'imputer un caractère criminel à la culture bananière et à sa commercialisation sous prétexte que mille 800 grévistes travaillant pour la *United Fruit Company* dans les marais de Santa Marta, au nord de la Colombie furent assassinés en décembre 1928. On pourrait en dire autant des secteurs minier ou pétrolier, entachés de sang dans le monde entier.

Le marché de la drogue est en osmose avec la financiarisation de l'économie mondiale, avec laquelle il se confond au travers des circuits bancaires qui blanchissent ses actifs. Rappelons que durant la crise de 2008 l'argent de la drogue a maintenu la fluidité du système financier, qui, sans lui aurait subi un étranglement tel qu'il aurait paralysé une grande partie des banques.

Enfin, ce que nous surnomons bien mal *narco* poursuit exactement les mêmes buts que le secteur plus dense de la bourgeoisie, qu'il imite, qui consistent à détruire le tissu social, afin de rendre impossible et non viable toute organisation populaire. Rien n'est pire que de croire les médias qui qualifient les narco trafiquants de hors la loi irrationnels. Ils suivent une stratégie, de classe, celle-là même à laquelle ils appartiennent.

Raúl Zibechi pour [La Jornada](#)

Traduit de l'Espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#), Paris le 19 novembre 2014

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[1] ONG pour la Défense des Droits de L'homme. Fondée en 1981. Prix Nobel de la paix en 1997.

[2] Union Patriotique(UP) : Parti politique colombien de gauche fondé en 1985.

[3] « La guerre contre la drogue en Colombie »

[4] « Cocaïne & Co »